



- 1 + 1 = 2
- rien ne se perd, rien ne crée, tout se transforme
- Le statut nous protège
- etc...

Agents du Trésor et des Impôts, oubliez vos certitudes !

Fusion = Suppression

- **Suppression des missions**

Dans les trésoreries : disparition programmée de nos missions recouvrement, encaissement des chèques, gestion de la mensu, du contentieux, limitation de la gestion des collectivités au simple rôle de prestataire de service,... dans un premier temps ...! régionalisation du recouvrement des amendes, externalisation des missions Domaines,...

- **Suppression des structures**

Réduction des missions comme peau de chagrin, industrialisation, regroupement des services (notamment en TG avec les directions locales uniques) et ce n'est pas le rôle de front-office des trésoreries en matière d'assiette qui compensera les pertes !

Le ministre a été clair : l'évolution du réseau se poursuivra ! C'est à dire la suppression des trésoreries vidées de leur substance.

Nous compterons le nombre de Trésoreries en Aveyron après la fusion effective ! Et on découvrira que la proximité est une valeur à dimension très variable.

- **Suppression des emplois**

Le ministre a également été clair : la fusion s'inscrit dans la politique de réduction de l'emploi public. Elle n'en est en fait qu'un outil !

- **Suppression des statuts**

Parmi (...) les projets de révision du statut général de la Fonction Publique, l'article 7 prévoit la création d'une nouvelle situation statutaire : la mise en disponibilité d'office dans laquelle serait placé le fonctionnaire « privé d'affectation par suite d'une suppression ou d'une modification substantielle de son emploi ».

C'est l'introduction du licenciement des fonctionnaires sous une forme à peine déguisée.

En parallèle, le même projet de loi prévoit la possibilité de recourir aux sociétés d'Interim pour faire notre boulot !

La fusion n'est qu'un outil dédié à la disparition de nos emplois !

La fusion DGI-DGCP n'est qu'un élément lié à la stratégie de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) pour réduire d'une façon drastique les missions publiques de la santé, de la territoriale, de l'Etat, en livrant les missions publiques qui n'auront pas été totalement supprimées, au privé, par différentes formes juridiques.

Qui peut aujourd'hui croire à un avenir radieux dans les annonces ministérielles ?

Qui peut aujourd'hui croire que le service aux usagers va être amélioré ?

Qui peut aujourd'hui croire qu'au terme de la fusion, il travaillera encore dans sa commune actuelle ?

Les quelques cadeaux, dont tous ne profiteront pas, ne pourront cacher longtemps la réalité :

La fusion sera désastreuse en matière d'emploi et de service rendu à la population.

Les zones rurales, les populations les plus fragiles, seront les premières touchées.

Demain, ce sont **nos** emplois, c'est à dire **nos** locaux, **nos** chaises où nous sommes assis aujourd'hui, **nous mêmes**, qui en subiront les conséquences concrètes !

Rien n'est acquis définitivement, mais rien n'est clos dans la lutte !

Avec les 2 premières organisations syndicales du Ministère : la CGT (SNADGI-CGT et SNT-CGT) et la FDSU (SNUI et SUD Trésor)

Au Trésor, aux Impôts, plutôt que la fusion : l'unité !

**Tous en grève le
jeudi 27 mars !**